

COUR ADMINISTRATIVE

Numéros 41201CA et 41208CA du
rôle
Inscrits respectivement les
29 et 31 mai 2018

Audience publique du 7 février 2019

**Appels formés par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et
l'administration communale de Diekirch
contre un jugement du tribunal administratif du 19 avril 2018
(n° 39033 du rôle) ayant statué sur un recours
de Monsieur ..., ...,
contre une délibération du conseil communal de Diekirch et
une décision du ministre de l'Intérieur
en matière de refonte du plan d'aménagement général**

I.

Revu la requête d'appel inscrite sous le numéro 41201C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 29 mai 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING, muni à cet effet d'une autorisation du ministre de l'Intérieur du même jour, dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché du Luxembourg du 19 avril 2018 (n° 39033 du rôle) ayant déclaré recevable et fondé le recours en annulation introduit par Monsieur ..., demeurant à L-... ..., ..., de manière à annuler la délibération du conseil communal de Diekirch du ... portant adoption des parties graphique et écrite du projet d'aménagement général de Diekirch ainsi que la décision d'approbation afférente du ministre de l'Intérieur du ... ;

Revu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 29 juin 2018 par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... ;

Revu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 25 septembre 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING ;

Revu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 26 octobre 2018 par Maître Georges KRIEGER au nom de Monsieur ... ;

II.

Revu la requête d'appel inscrite sous le numéro 41208C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 31 mai 2018 par Maître Albert RODESCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de Diekirch, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins en fonction, ayant sa

maison communale à L-9233 Diekirch, 27, avenue de la Gare, dirigée contre le même jugement du 19 avril 2018 ;

Revu l'exploit de l'huissier de justice Gilbert RUKAVINA, demeurant à Diekirch, immatriculé auprès du tribunal d'arrondissement de et à Diekirch, du 7 juin 2018 portant signification de cette requête d'appel à Monsieur ..., préqualifié ;

Revu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 29 juin 2018 par Maître Georges KRIEGER au nom de Monsieur ..., préqualifié ;

Revu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 2 juillet 2018 par Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING ;

Revu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 27 septembre 2018 par Maître Albert RODESCH au nom de l'administration communale de Diekirch ;

Revu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 26 octobre 2018 par Maître Georges KRIEGER au nom de Monsieur ... ;

I. et II.

Vu l'arrêt de la Cour administrative du 15 novembre 2018 ;

Vu la visite des lieux du 26 novembre 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement dont appel ;

Le rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING et Maître Paul SCHINTGEN, en remplacement de Maître Albert RODESCH, de même que Maître Sébastien COUVREUR, en remplacement de Maître Georges KRIEGER, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 17 janvier 2019.

Lors de sa séance publique du 24 septembre 2015, le conseil communal de Diekirch, ci-après le « *conseil communal* », fut saisi par le collège des bourgmestre et échevins de Diekirch, ci-après « *le collège échevinal* », en application de l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, ci-après « *la loi du 19 juillet 2004* », d'un projet d'aménagement général pour la commune de Diekirch, ci-après le « *PAG* » à l'égard duquel il décida à l'unanimité d'« (...) *émettre un vote positif (...) de sorte que le collège des bourgmestre et échevins peut procéder aux consultations prévues aux articles 11 et 12 de la loi (...) du 19/07/2004 (...)* ».

Par courrier du 30 octobre 2015, Monsieur ... soumit au collège échevinal son objection à l'encontre dudit projet d'aménagement général.

En sa séance publique du ..., le conseil communal décida d'adopter, toujours à l'unanimité, « *la partie graphique du projet d'aménagement général, modifiée suivant les avis de la commission d'aménagement et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département de l'environnement, ainsi que sur base des réclamations (...)* »

la partie écrite du projet d'aménagement général, modifiée suivant l'avis de la commission d'aménagement et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures - département de l'environnement, ainsi que sur base des réclamations (...) ».

Dans le cadre de ladite délibération, le conseil communal prit position comme suit par rapport à l'objection formulée par Monsieur ... :

« (...) Le conseil communal décide unanimement de ne pas donner de suite favorable et ainsi de maintenir le classement selon zone forestière du projet PAG en procédure. Le conseil communal argumente sa proposition comme suit :

- *Le classement en zone de verdure est directement lié à l'inconstructibilité au niveau du talus existant, et non en raison de la présence d'arbres sur le terrain comme invoqué par le réclamant ;*
- *La construction sur cette parcelle présente un risque indéniable de déstabiliser le talus du ... à cet endroit. Les projets présentés dans le passé par Monsieur ..., et refusés, soutiennent cette crainte de déstabilisation, vu que des pieux d'une profondeur supérieure à 20 mètres doivent être réalisés afin de soutenir le talus. Dans ces projets la stabilisation des terrains voisins n'a de plus jamais été traitée ;*
- *L'accès au terrain n'est pas réalisable à cause d'un mur d'une hauteur de 5 mètres déjà existant sur place et rendant impossible des raccords adéquats ;*
- *Par ailleurs : le reclassement demandé en HAB 1 et l'affectation en quartier existant ne permettraient pas une construction à cet endroit au vu des prescriptions en matière de hauteurs (cf. PAP QE -espace résidentiel 2 ou 3 tel qu'en procédure) ;*
- *La loi modifiée du 19 juillet 2004 a été respectée en introduisant ensemble le PAG et la SUP. (...) ».*

Par courrier de son litismandataire du 12 avril 2016, Monsieur ..., déclarant être propriétaire des parcelles inscrites au cadastre de la commune de Diekirch, section ... du chef-lieu, au lieu-dit « ... » sous les numéros ... et ..., désignées « *les parcelles litigieuses* », introduisit auprès du ministre de l'Intérieur, ci-après « *le ministre* », une réclamation à l'encontre de la délibération prérelatée du conseil communal du

Cette même délibération du ... fut approuvée par décision du ministre du ..., à travers laquelle celui-ci déclara également recevable, mais non fondée la réclamation précitée de Monsieur

Cette décision ministérielle est libellée comme suit dans ses parties pertinentes pour le présent litige :

« (...) Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la délibération du 24 septembre 2015 du conseil communal de la Ville de Diekirch portant saisine du projet d'aménagement général, parties écrite et graphique ;

Vu la délibération du ... du conseil communal de la Ville de Diekirch portant adoption du projet d'aménagement général, parties écrite et graphique ;

Vu l'article 18 de la loi précitée, en vertu duquel le Ministre ayant l'aménagement communal et le développement urbain dans ses attributions statue sur les réclamations lui soumises, en même temps qu'il décide de l'approbation du projet d'aménagement général ;

Vu les réclamations introduites par (...) par Maître Georges Krieger au nom et pour le compte de Monsieur ... (...);

Considérant qu'avant de statuer, le Ministre vérifie la conformité du projet d'aménagement général avec les dispositions de la loi précitée et notamment les objectifs énoncés à l'article 2, ainsi qu'avec les plans et programmes déclarés obligatoires en vertu de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ou se trouvant à l'état de projet soumis aux communes ;

Considérant qu'aucune irrégularité au niveau de la procédure d'adoption du projet d'aménagement général n'a pu être constatée ;

Considérant que la réclamation émanant de Monsieur ..., tendant à faire intégrer en zone à urbaniser les parcelles cadastrales n^{os} ... et ..., sises à Diekirch, est non fondée ; qu'en effet le classement en « zone forestière [FOR] » des fonds litigieux est parfaitement justifié ; que lesdites parcelles ne sont que difficilement accessibles depuis la voirie publique et sont couvertes d'un massif forestier ; qu'elles se caractérisent également par une topographie très accidentée, notamment par un talus important, ce qui rend les terrains difficilement aménageables ; qu'en raison de la topographie le long de la ..., les autorités communales n'ont intégré dans la « zone d'habitation 1 [HAB 1] » que les fonds actuellement déjà dotés d'une construction ; (...)

arrête :

Art.1 : Les délibérations des 24 septembre 2015 et ... du conseil communal de la Ville de Diekirch portant adoption du projet d'aménagement général, parties graphique et écrite, sont approuvées.

Art.2 : Vu les réclamations introduites par (...) Maître Georges Krieger au nom et pour le compte de Monsieur ..., (...) sont recevables en la forme et non fondées quant au fond. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 27 janvier 2017 (n° 39033 du rôle), Monsieur ... fit introduire un recours tendant à l'annulation à la fois de la délibération du conseil communal de Diekirch du ..., précitée, portant adoption du PAG et de la décision d'approbation du ministre déclarant en même temps recevable mais non fondée sa réclamation afférente du

Par requêtes parallèles du même jour, inscrites respectivement sous les numéros 39031 et 39032 du rôle les époux ... et ..., d'un côté, et les mêmes époux ensemble avec Messieurs ... et ..., de l'autre, firent également introduire leurs recours afférents devant le tribunal.

Ces trois recours furent toisés par trois jugements parallèles du 19 avril 2018 à travers lesquels le tribunal a, à chaque fois, déclaré ces recours recevables et fondés pour annuler, à chaque fois, les délibération communale du ... et décision ministérielle d'approbation du ... à travers eux attaquées.

C'est contre le jugement du 19 avril 2018 rendu sous le numéro 39033 du rôle dans l'affaire introduite par Monsieur ... qu'à la fois l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la commune de Diekirch ont respectivement fait introduire un appel en dates successivement des 29 et 31 mai 2018. L'appel étatique est inscrit sous le numéro 41201C du rôle, tandis que l'appel communal est inscrit sous le numéro 41208C du rôle.

Par arrêt du 15 novembre 2018, la Cour joignit les appels étatique et communal, les déclara recevables et fondés pour réformer en conséquence le jugement dont appel du 19 avril 2018 et déclarer le moyen tiré du phasage de la procédure de refonte du PAG de la commune de Diekirch non fondé et en débouter Monsieur La Cour en tira la conclusion qu'à ce stade il n'y avait lieu à annulation ni de la délibération communale critiquée du ..., ni de la décision d'approbation du ministre du ... pour, avant tout autre progrès en cause, ordonner une visite des lieux avec comparution personnelle des parties voire de leurs représentants.

Cette visite des lieux eut lieu le 26 novembre 2018 et, à son issue, les mandataires des parties désirant encore conclure, la Cour fixa un calendrier afférent sans que cependant dans la présente affaire un mémoire complémentaire n'ait été fourni par l'une quelconque des parties.

La commune appelante n'a pas envisagé au niveau de son acte d'appel l'hypothèse où la Cour statuerait plus loin au fond, de sorte qu'il y a lieu de se rabattre sur son mémoire en réplique et les conclusions subsidiaires y contenues suivant lesquelles elle a demandé le rejet des développements de Monsieur ... quant à un éventuel classement différent de celui opéré et notamment quant à un maintien de la parcelle litigieuse dans une zone constructible.

En substance, l'Etat appelant sollicite également le rejet de la demande de l'intéressé équivalant à conclure au bien-fondé de la délibération communale déferée du ... en ce qu'elle a rejeté l'objection dudit intimé et de la décision ministérielle critiquée du ... en ce qu'elle a écarté sa réclamation comme n'étant pas fondée.

Monsieur ..., de son côté, demande que, par réformation des motifs du jugement dont appel, les appels communal et étatique soient déclarés non fondés et que par contre la Cour procède à l'annulation de la délibération communale critiquée du ... ainsi que de la décision d'approbation ministérielle afférente du ... concernant le classement de son terrain en zone non constructible et le rejet parallèle successif de ses objection et réclamation.

Il convient de rappeler qu'à travers son arrêt du 15 novembre 2018, la Cour avait retenu qu'en ayant réformé le jugement dont appel concernant le moyen tiré du phasage de la procédure d'adoption et d'approbation du PAG refondu de la commune de Diekirch, elle était tenue de suivre les implications de l'effet dévolutif de l'appel qui revenaient tout simplement à ce que l'entière du litige se trouvait d'ores et déjà soumise à la Cour et que celle-ci gardait toute la liberté pour soit continuer à statuer plus loin au fond, soit renvoyer le dossier devant le tribunal, son périmètre d'action devant être celui de la meilleure administration possible de la justice, compte tenu de l'ensemble des éléments du dossier. Sur cette base, la Cour, afin de

pouvoir statuer effectivement sur les questions litigieuses du reclassement critiqué du terrain de Monsieur ... faisant l'objet de ses objection et réclamation rejetées successivement par le conseil communal de Diekirch et le ministre, venait à la conclusion que dans une optique d'une résorption effective aussi rapide que possible du point litigieux, il convenait qu'elle statue elle-même plus loin au fond sans délai et sans renvoi de l'affaire devant les premiers juges.

C'est dans cette optique qu'avant tout autre progrès en cause la Cour institua tout d'abord une visite des lieux afin de se rendre compte *in situ* de la situation réelle du terrain litigieux en présence des parties et de leurs représentants.

Du fait que la Cour avait décidé de statuer elle-même plus loin au fond, elle est effectivement amenée à décider pour la première fois au niveau juridictionnel du mérite des moyens échangés de part et d'autre quant au fond proprement dit et plus particulièrement quant au reclassement opéré à travers les délibération communale et décision ministérielle critiquées par rapport au terrain litigieux de Monsieur

Dans la mesure où le jugement dont appel avait accueilli le premier moyen de Monsieur ... tenant à la question du phasage de la procédure d'adoption et d'approbation du PAG et que le tribunal avait annulé *de plano* à la fois la délibération communale et la décision ministérielle critiquées, l'optique dans laquelle la Cour est dorénavant amenée à statuer se trouve quelque peu renversée *a priori*, en ce qu'à ce stade du fond proprement dit, la Cour n'est plus tellement amenée à regarder d'abord les prétentions des parties à partir des appels communal et étatique, mais à partir des doléances initiales de l'administré dont successivement l'objection et la réclamation avaient été rejetées et qui avait de la sorte dû saisir le tribunal administratif pour obtenir l'annulation des délibération communale et décision ministérielle litigieuses sous cet aspect.

Autrement dit, la Cour est amenée à analyser au fond si la décision d'annulation du tribunal par rapport aux délibération communale et décision ministérielle critiquées se justifie pour d'autres motifs et à opérer, le cas échéant, une substitution des motifs, telle que demandée en ordre principal par Monsieur ..., voire si le recours initial de celui-ci n'était pas justifié, de réformer en conséquence le jugement du tribunal qui a porté annulation des deux actes communal et étatique critiqués.

Il convient tout d'abord de rappeler que sous l'égide de l'ancien PAG de la Ville de Diekirch mis en place en 1975 dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes, applicable à l'époque, le terrain litigieux était classé en zone constructible.

Il est constant en cause que jusqu'à ce jour aucune construction n'a été érigée sur le terrain en question.

A travers la délibération communale critiquée du ..., le terrain en question a été classé en zone de verdure pour devenir de la sorte un terrain non constructible, l'objection afférente de Monsieur ... ayant été rejetée. Ce classement a été confirmé par le ministre avec rejet de la réclamation de l'intéressé.

Il est constant en cause que dans la présente affaire, contrairement aux deux affaires toisées par arrêts de ce jour (n^{os} du rôle respectifs 41200CA et 41210CA, ainsi que 41199CA

et 41209CA), la problématique ne tourne pas autour de zones inondables, mais s'articule dans un contexte différent en ce que le terrain litigieux de l'intéressé se trouve cette fois-ci situé au pied du ... en forte pente à la sortie du Il s'agit d'un terrain rectangulaire en longueur ayant fait partie antérieurement du périmètre d'agglomération et touchant pardevant et par l'arrière à la rue du Il résulte des photographies versées en cause que le terrain en question était boisé jusqu'à une date assez récente et qu'il a été entre-temps essentiellement déboisé, ce dont la Cour a pu se rendre compte lors de la visite des lieux, sans que cependant cet élément ne soit directement décisif en l'occurrence, sauf le point de la déstabilisation du terrain d'ores et déjà opérée.

Il est vrai encore qu'en amont de ce terrain se trouvaient de longue date des constructions le long de la rue du ... et que la construction érigée sur le terrain directement adjacent est en train d'être agrandie et modernisée, ainsi que la Cour a également pu le constater sur place. Si l'on se limitait à s'attacher à ce seul élément, les décisions communale et étatique actuellement critiquées seraient difficilement compréhensibles.

Or, la Cour tient à relever à partir des éléments constants en fait, recueillis contradictoirement sur les lieux lors de la visite *in situ* que le terrain litigieux de Monsieur ... accuse une très forte pente et que surtout l'accès y relatif en l'état est quasiment impossible, étant donné que le terrain se trouve pour l'essentiel séparé du trottoir et de la rue du ... par un mur de soutènement d'une hauteur approximative de 4 mètres, apparaissant comme étant indispensable à la stabilité du terrain en question. La situation particulière de ce terrain litigieux est précisément de se trouver en aval de terrains construits de longue date et plus précisément du terrain directement adjacent accueillant une construction représentant un gabarit certain.

De cette double situation se dégage le constat quasiment inébranlable d'abord de la difficulté évidente de l'accès au terrain litigieux, compte tenu du mur de soutènement *a priori* indispensable en raison de sa fonction. S'y ajoute la présence de la maison adjacente quasiment à la limite latérale ensemble la pente raide et forte du terrain, pour des raisons d'éboulement évidentes. Il y a ensuite les difficultés d'intégration de toute construction future suffisamment documentées au dossier, ensemble les difficultés d'insertion d'une construction sans excavation majeure avec des risques d'éboulement potentiels pareillement conséquents.

Tous ces facteurs confondus entraînent qu'en procédant au reclassement actuellement critiqué, les autorités communales d'abord, le ministre ensuite, en les confirmant et en rejetant la réclamation de l'intéressé, n'ont pas dépassé leur marge d'appréciation en la matière.

Compte tenu de la situation spécifique du terrain au pied du ... accusant une déclivité particulièrement raide et élevée, l'argumentaire tiré par Monsieur ... d'une non-conformité aux dispositions de l'article 2 de la loi du 19 juillet 2004 et aux objectifs y contenus laisse particulièrement d'être fondé en ce que, contrairement aux conclusions de l'intéressé, laisser le terrain en question dans la périmètre d'agglomération, compte tenu des circonstances ci-avant décrites, n'aurait précisément pas représenté une utilisation rationnelle du sol.

La présence plus en aval d'une construction majeure de l'autre côté de la rue n'est pas de nature à changer quoi que ce soit à cette conclusion, étant donné que cette construction, même majeure, se trouve implantée d'une manière favorable sur un plan de terrain permettant d'éviter à tout problème d'écoulement de terrain contrairement ou précisément au terrain litigieux.

Il est vrai que du fait du reclassement du terrain sous analyse celui-ci perd en apparence une grande partie de la valeur qu'il aurait eue s'il avait effectivement été constructible.

Cependant, en termes de réalisme, même si antérieurement le terrain en question se trouvait à l'intérieur du périmètre d'agglomération, le fait est que jusque lors aucune autorisation de construire n'avait pu être valablement délivrée, compte tenu précisément de la situation de fait prédécrite et que potentiellement ce terrain correspondait à la formule allemande « *Titel ohne Mittel* ».

S'il avait pu être inclus en 1975 dans le périmètre d'agglomération, les faits se sont révélés tels qu'une constructibilité compte tenu de la déclivité particulière à l'endroit et des particularités ci-avant décrites, notamment compte tenu du mur de soutènement et de l'existence d'une construction voisine avançant jusqu'à la limite latérale des terrains, aucune autorisation de construire n'aurait pu être valablement délivrée, ce d'autant plus que pour suffire aux exigences de gabarit et de limites, ensemble celles des reculs mises en avant par la réglementation communale d'urbanisme, les excavations auraient dû être poussés tellement loin que des risques d'éboulement certains en auraient été la conséquence et que pour des raisons de sécurité et de stabilité à l'endroit aucun bourgmestre n'aurait pu ni valablement ni raisonnablement, délivrer un quelconque permis de construire, même sous l'ancienne réglementation.

De fait, la perte de valeur apparente s'avère de la sorte être irréaliste, et plutôt théorique, étant donné que de fait le terrain en question était inconstructible même si antérieurement la réglementation communale d'urbanisme lui conférait le label de constructibilité de principe en l'ayant inclus dans le périmètre d'agglomération.

L'argument de Monsieur ... tire d'une violation des dispositions de l'article 16 de la Constitution ensemble celles de l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales laisse dès lors d'être fondé compte tenu de la situation spécifique en fait de l'espèce.

Cette conclusion reste vraie, même s'il est de jurisprudence constante qu'en matière de modification d'un classement opérée par un PAG consistant en un passage d'un terrain constructible vers un terrain non constructible, affectant de la sorte, en termes de valeur pécuniaire, l'essentiel du droit de propriété afférent, l'autorité publique opérant ce reclassement doit pouvoir baser celui-ci sur des motifs particulièrement forts et pertinents.

Or, la Cour retient, après s'en être assurée sur les lieux, la combinaison des facteurs précités, constants en cause, consistant d'abord dans l'inaccessibilité pratique du terrain compte tenu du mur de soutènement présent et indispensable. Elle vise ensuite la pente raide et forte de celui-ci ensemble les risques d'éboulement évidents en présence de la construction directement voisine en amont érigée jusqu'à la limite latérale des terrains. De là découlent l'ensemble des difficultés d'insertion d'une construction sans excavation majeure et les risques d'éboulement potentiels pareillement conséquents. Dès lors, un maintien du terrain litigieux dans le périmètre d'agglomération aurait été particulièrement déraisonnable, sans que du fait de ce reclassement un dépassement de la marge d'appréciation ne soit de la sorte vérifié dans le chef des autorités communale et étatique ayant successivement statué.

Devant l'ensemble de ces considérations en fait, l'entier argumentaire de l'appelant en instance d'appel, reprenant l'essentiel de ses moyens déjà présentés en ordre subsidiaire en première instance, est de nature à devenir non pertinent et ne suffit point à énerver la conclusion ci-avant tracée, essentiellement à partir de la situation en fait constatée sur le terrain et confortée par les pièces du dossier.

En conclusion, le jugement dont appel est à réformer en ce qu'il a annulé les délibération communale et décision ministérielle critiquées et, par réformation, le recours initial de Monsieur ... est à déclarer non fondé.

Monsieur ... sollicite l'allocation d'une indemnité de procédure de 3.000.- € pour l'instance d'appel.

Eu égard à l'issue du litige, cette demande est à rejeter.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

vidant l'arrêt du 15 novembre 2018 ;

réformant, déclare le recours initial de Monsieur ... non fondé et l'en déboute ;

écarte sa demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

fait masse des dépens des deux instances et les impose à Monsieur

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Jean-Nicolas SCHINTGEN.

S. SCHINTGEN

S. DELAPORTE

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 11 février 2019

Le greffier de la Cour administrative